

Source : [https://plus.lesoir.be/223605/article/2019-05-11/une-belgique-zero-emission-nette-en-2050-peut-le-faire?](https://plus.lesoir.be/223605/article/2019-05-11/une-belgique-zero-emission-nette-en-2050-peut-le-faire?fbclid=IwAR3rVCWHnLq7toswWawqiohp5QGrSGaU2DQ9XIPUOU5OMGP7puHg4fYclk)
[fbclid=IwAR3rVCWHnLq7toswWawqiohp5QGrSGaU2DQ9XIPUOU5OMGP7puHg4fYclk](https://plus.lesoir.be/223605/article/2019-05-11/une-belgique-zero-emission-nette-en-2050-peut-le-faire?fbclid=IwAR3rVCWHnLq7toswWawqiohp5QGrSGaU2DQ9XIPUOU5OMGP7puHg4fYclk)

Téléchargement 13 05 2019

Une Belgique zéro émission nette en 2050? On peut le faire!

Par [Michel De Muelenaere](#)

Une quinzaine d'experts belges décrivent un pays libéré de l'étau des gaz à effet de serre. Un futur techniquement et politiquement possible, affirment-ils en avançant des solutions.

Une Belgique zéro carbone en 2050, folie ? Rêve d'écologistes ? Pas du tout, dit un consortium de 14 experts, principalement universitaires. Selon eux, « il est possible, souhaitable et bénéfique d'atteindre l'objectif de zéro émissions nettes dans les 30 prochaines années tout en améliorant le bien-être et l'économie ». Dans un rapport d'une soixantaine de pages, le groupe d'académiques venus de plusieurs prestigieuses universités et centres de recherche (surtout flamands...) esquisse la transition à réaliser afin d'en arriver là et propose, pour les principaux secteurs, une série de mesures clés. Politiques, fiscales ou technologiques, la plupart d'entre elles sont déjà connues, y compris les technologies utilisées. Nul besoin de machine miracle. D'ailleurs, en a-t-on le temps ? « Il y a des mesures qu'on peut prendre demain », dit Pascal Vermeulen, patron du bureau de consultants Climact, qui a participé à la rédaction du document.

Mais si les choses sont possibles, elles ne seront pas faciles, « loin de là », préviennent les auteurs. C'est simple, il s'agira « probablement de l'un des plus grands défis auxquels notre pays a dû faire face en dehors de la guerre ». La tâche n'est pas réservée aux politiques, aux citoyens ou aux entreprises. La transition « nécessitera la mobilisation de tous les acteurs sociaux et économiques et de tous les niveaux de gouvernement, du niveau local jusqu'au fédéral ».

Démocratie participative

Le rapport a été réalisé à la demande de la campagne « Sign for my future » qui a attiré plus de 250.000 signatures réclamant « une Belgique climatiquement neutre d'ici à 2050 » et une « diminution significative » de nos émissions dans les cinq prochaines années. Plus explicite sur les technologies que sur les changements de comportement individuel, peu disert sur le poids de nos émissions importées et sur la manière de les diminuer, le rapport ne chiffre pas, « faute de temps » dit un des auteurs, le coût de la transition, ni n'évalue son impact économique. Il souligne cependant l'importance des co-bénéfices qu'apporteront les profonds changements « dans la plupart des secteurs de la société ». « Il faudra des investissements considérables » et « que la science et les scientifiques aident à concevoir les solutions pour cet avenir ». Mais il sera indispensable aussi d'associer les citoyens à cette profonde évolution, notamment par des formules de démocratie participative.

Pour atteindre le zéro carbone, la Belgique doit se doter d'une vision complète et intégrée de la

transition, insistent les académiques. Celle-ci fait défaut pour l'instant. Le plan énergie-climat présenté à l'Europe est « déficient à bien des égards » et ses objectifs « pas en phase avec [l'accord de Paris](#) ». Il se chuchote que la Commission européenne mettra vivement les choses au point dans un avis qu'elle rendra à la fin du mois de juin.

« Un accord politique global »

Qui dit vision, dit organisation. Et l'on sait à quel point ce bât blesse en Belgique. Les auteurs reviennent avec l'idée de l'adoption d'une loi climat qui fixe des objectifs – avec des budgets carbone à ne pas dépasser – simplifie les procédures, rend les décisions plus transparentes, incite à une meilleure coordination et prévoit un accompagnement scientifique indépendant. Les experts plaident pour renforcer les administrations compétentes. Ils affirment : « Il faut un accord politique global solide » sur le sujet.

Les décisions à prendre toucheront tous les secteurs de la société, pour le bien d'une même cause, dont il faudra tenir à l'œil et compenser les éventuels effets sociaux négatifs. « On ne peut plus se permettre de dire qu'on ne prendra pas des mesures de rupture, poursuit Vermeulen. Il faut arrêter de tergiverser sur un certain nombre de sujets ». Et accepter de s'en prendre à quelques tabous.

La Belgique, version 2050

Une mobilité full électrique. En 2050, le système de transport sera « climatiquement neutre ». On a interdit la vente de véhicules à moteur thermique à partir de 2030 et même 2025 pour les camionnettes. L'avantage fiscal pour les voitures de société est limité aux véhicules électriques à partir de 2020.

La taxe de mise en circulation ou la TVA est augmentée, sauf pour les voitures électriques. L'installation de bornes de rechargement facilitée avec la fixation d'un objectif national pour la couverture complète du territoire. En 2020, les cartes carburant sont supprimées. Le régime des voitures de société disparaît complètement entre 2025 et 2030.

L'avantage du diesel professionnel est aboli. Une taxation kilométrique intelligente est introduite à partir de 2025. Cette année-là, les bus sont entièrement électriques, grâce à la télécommande intégrale des feux, ils sont prioritaires. L'intégration tarifaire est complète entre les sociétés de transport en commun dans lesquelles on a massivement investi, de même que dans un réseau cyclable sécurisé. Les services de voitures partagées sont fiscalement favorisés.

Le retour massif de la forêt. Reforestation massive en Flandre. En 2050, la superficie forestière y aura augmenté de 30 %, soit 50.000 ha de plus (déjà 10.000 en 2030). Des projets « ambitieux » de restauration des forêts et des tourbières sont menés. Toutes les forêts naturelles et semi-naturelles sont protégées. Un avantage pour le climat (on préserve des puits de carbone), mais aussi pour la biodiversité.

L'agriculture bio, de précision, moins intensive en labour et moins gourmande en produits chimiques a pris le dessus. Les serres n'utilisent plus d'énergie fossile à partir de 2030. L'élevage est amélioré et

réduit. On importe moins de soja et on nourrit les animaux avec des produits européens. En 2050, notre régime alimentaire sera devenu « plus soutenable et plus sain » : augmentation des protéines végétales au détriment des protéines animales, augmentation de la consommation des fruits et légumes. En 2050, les gaz à effet de serre émis par l'agriculture et l'élevage sont compensés par la séquestration du carbone dans les sols. Le rapport mentionne des techniques de géo-ingénierie (biochar et altération terrestre) aux effets encore incertains.

Chaud pour les chaudières. Les énergies renouvelables sont au centre de la Belgique en 2050. Pas à 100 %, disent les experts, mais « au moins à 80 % » de la consommation énergétique. Celle-ci aura fortement diminué. En 2050, l'ensemble du parc immobilier n'utilisera plus que des renouvelables : l'électricité verte, mais aussi du gaz synthétique et de l'hydrogène produits avec des renouvelables. A partir de 2020, les chaudières au mazout et au gaz sont bannies des nouveaux immeubles, le chauffage au bois découragé. C'est le début d'un « plan Marshall » pour les bâtiments publics et les logements sociaux : en 10 ans, ils sont rénovés en profondeur et devenus « presque zéro émission » ou remplacés.

Lire aussi [Une idée pour le climat : ultra-densifier le logement](#)

Des réductions de taxes sont octroyées pour les rénovations énergétiques. Les réseaux de chaleur communaux se développent de même que les « communautés locales de l'énergie ». La fin de la bétonnisation du territoire est accélérée : on ne peut plus construire sur des zones non urbanisées. L'industrie aura réduit ses émissions de 90 % par rapport à 2005 ; la consommation d'énergie a chuté, éolien sur terre et sur mer, photovoltaïque sont poussés au maximum. Une consigne sur les canettes est imposée, l'économie devient vraiment circulaire. Le CO2 est stocké ou réutilisé.

Il faudra beaucoup investir. Si le rapport ne contient aucun chiffre sur le coût de la transition, il insiste sur l'importance des investissements, notamment dans les secteurs de la mobilité et du bâtiment. Là, il faut une rupture par rapport au passé, à la fois en termes de volume que de vitesse, disent les chercheurs. D'où la nécessité d'avoir un plan « le plus rapidement possible » avec une coordination à tous les niveaux (privé-public, fédéral-Régions-communes), un calendrier et un contrôle. Il faudra de nouvelles capacités et outils d'investissements. Ils pourraient se loger en partie dans une banque spéciale, d'un fond pour le climat, de plateforme d'investissement, des obligations vertes, etc. Un risque de déséquilibre budgétaire ? On aura obtenu un changement des règles européennes de calcul des déficits publics.

Lire aussi [Une idée pour le climat : introduire une taxe carbone «à la suédoise»](#)

La fiscalité aura été auditée et mise à plat : les soutiens aux énergies fossiles graduellement éliminés tout en tenant compte de l'impact social et la fiscalité sera mise au service de la transition, par exemple en diminuant les taxes sur l'électricité ou en orientant les aides au logement vers plus de soutien à la rénovation énergétique. Pas sûr qu'une taxe carbone soit l'instrument le plus efficace, disent les chercheurs.